

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL

PROGRAMME 142

RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT

DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR ET  
RECHERCHE AGRICOLES



PROGRAMME 142  
**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Benoît BONAIMÉ

Directeur général de l'enseignement et de la recherche

Responsable du programme n° 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles

Le programme 142 « Enseignement supérieur et recherche agricoles », piloté par la direction générale de l'enseignement et de la recherche au sein du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, regroupe :

- les moyens destinés à assurer la formation d'ingénieurs, de paysagistes, des vétérinaires, de cadres spécialisés, ainsi que celle d'enseignants et de chercheurs,
- les moyens visant à soutenir la cohérence et la valorisation de la recherche, le développement d'outils et le transfert de connaissances et de technologies dans les domaines agricole, agroalimentaire, forestier, halieutique et rural.

La conduite du programme s'articule autour de trois grands axes stratégiques : la qualité des formations, la valorisation de la recherche et l'efficacité de l'organisation des écoles.

L'enseignement supérieur agricole est au service des enjeux de société dans les domaines du développement durable, de l'agronomie, de l'alimentation, de l'environnement, du paysage, de la médecine vétérinaire, de la santé publique vétérinaire et de l'aménagement du territoire.

Il est constitué en 2022 d'un réseau de seize établissements (dix établissements publics et six établissements privés sous contrat avec l'État) qui assurent, dans le cadre des cursus de référence, des formations d'ingénieurs, de vétérinaires et de paysagistes et qui proposent également d'une offre de formation en licences, masters et doctorats. L'institut agronomique méditerranéen de Montpellier (IAMM), un des quatre instituts du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, contribue également à cet enseignement.

L'offre de formation de l'enseignement supérieur agricole, diversifiée et de haut niveau, est adossée à une activité de recherche de qualité, menée par les enseignants-chercheurs au sein d'unités de recherche dont beaucoup sont des unités mixtes de recherche (UMR) avec des organismes de recherche et les universités. Le ministère appuie par ailleurs la mise en place d'unités mixtes technologiques (UMT), qui favorisent les partenariats entre l'enseignement technique, la recherche, l'enseignement supérieur et les professionnels.

L'enseignement supérieur agricole connaît une augmentation de 3 % de ses effectifs à la rentrée 2022, avec plus de 18 000 étudiants dont près de 16 500 en cursus de référence et plus de 55 % dans les établissements publics. L'objectif de 16 000 étudiants dans les cursus de référence pour l'année universitaire 2024-2025 est donc atteint dès cette rentrée. Concernant les écoles nationales vétérinaires (ENV), les effectifs étudiants ont augmenté de 35 % ces huit dernières années. Malgré cette augmentation, les besoins croissants du marché du travail vétérinaire, en pleine expansion, ne sont pas totalement couverts par la formation offerte par les ENV dont la capacité est contrainte par les exigences en matière de ratios d'encadrement requises pour l'accréditation européenne. C'est pourquoi le gouvernement poursuit son plan de renforcement de l'enseignement vétérinaire en 2023.

La priorité est donnée à la réussite des élèves et étudiants, à leur insertion professionnelle, à la promotion sociale, ainsi qu'à l'appui à l'enseignement technique agricole, notamment par la formation initiale et continue de ses personnels et par le transfert des résultats de la recherche. Le recrutement post-bac des ENV a atteint ses objectifs en matière de diversification sociale avec 40 % de boursiers sur critères sociaux et un recrutement qui permet une plus grande diversité géographique des lauréats.

L'enseignement supérieur agricole a connu des évolutions importantes en 2022 avec l'organisation sur le plateau de Saclay de la première rentrée d'AgroParisTech, composante de l'université de rang international Paris-Saclay, dans un campus de plus de 65 000 m<sup>2</sup> aux meilleurs standards pédagogiques et scientifiques. Par ailleurs, AgroSup Dion a

rejoint l'Institut Agro, issu du rapprochement précédent d'AgroCampus Ouest, de Montpellier SupAgro. L'Institut Agro est ainsi composé d'écoles fortement ancrées dans les territoires et en lien avec les filières, devenues respectivement l'Institut Agro Rennes-Angers, l'Institut Agro Dijon et l'Institut Agro Montpellier. Enfin, la nouvelle école vétérinaire privée d'intérêt général UniLaSalle à Rouen a organisé sa première rentrée.

L'année 2022 a été largement impactée par le contexte de crise énergétique qui a conduit l'ensemble des établissements à produire des plans de sobriété et à s'adapter pour assurer la continuité pédagogique des enseignements. Le programme 142 a soutenu les établissements dans cette période difficile avec des aides exceptionnelles ciblées pour les établissements les plus en difficultés pour un montant total de 5 M€. Afin de soutenir les étudiants impactés par la crise, une indemnité inflation de 100 € a par ailleurs été versée à l'ensemble des boursiers via les CROUS (1 730 bénéficiaires au 31 décembre 2022).

La coopération européenne et internationale demeure une priorité de l'enseignement agricole, même si ces dernières années, la dynamique de mobilités a été impactée par la pandémie et n'a pas pu atteindre son niveau de référence de près de 25 000 mobilités par an. Les élèves, étudiants et apprentis de l'enseignement agricole renouent cependant avec les mobilités en 2022 puisque plus de 15 500 d'entre eux en ont bénéficié.

Le contexte actuel rend d'autant plus prégnants les enjeux de transformation et de résilience des systèmes agricoles et alimentaires. Les enjeux mondiaux de sécurité alimentaire et d'approvisionnement en eau, le réchauffement climatique et les exigences sanitaires et environnementales croissantes rendent nécessaires l'évolution des systèmes agricoles et alimentaires et le soutien au développement durable des territoires ruraux. L'ensemble du réseau des établissements d'enseignement supérieur, de recherche et de développement agricoles est mobilisé pour contribuer à la mise en œuvre du projet agro-écologique pour la France. Il s'agit notamment de développer un nouveau modèle agricole performant sur les plans économique, sanitaire, écologique et social, tout en continuant d'assurer et de renforcer les missions d'innovation et de transfert des établissements publics de l'enseignement technique agricole.

L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et de l'environnement (INRAE) et les instituts techniques agricoles et agro-industriels, sous la coordination de l'association de coordination technique agricole (ACTA) et de l'association de coordination technique pour l'industrie agroalimentaire (ACTIA), se sont mobilisés tout au long de l'année 2022 avec leurs partenaires afin de proposer de manière réactive des innovations pour adapter l'activité des filières agricoles et agro-industrielles au contexte de crise sanitaire et travailler sur leur résilience.

L'ensemble de ces efforts se traduit, encore une fois en 2022, par des indicateurs globalement satisfaisants avec notamment un taux d'insertion des diplômés qui se maintient à un excellent niveau et la valorisation de l'expertise scientifique de l'INRAE en appui aux politiques publiques.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

### **OBJECTIF 1 : Former des ingénieurs, des vétérinaires et des paysagistes répondant aux besoins des milieux économiques, formés aux pratiques de la recherche et ouverts sur l'international**

INDICATEUR 1.1 : Taux d'insertion des diplômés

### **OBJECTIF 2 : Organiser les formations dans des conditions optimales de coût et de qualité de service**

INDICATEUR 2.1 : Coût unitaire de formation par étudiant pour l'Etat (cursus de référence)

### **OBJECTIF 3 : Développer la valorisation de la recherche vers les secteurs professionnels et l'appui aux politiques publiques**

INDICATEUR 3.1 : Nombre d'opérations collectives portées par INRAE mobilisant une expertise scientifique en appui aux politiques publiques par an

---

**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

---

Programme n° 142 | Bilan stratégique

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Former des ingénieurs, des vétérinaires et des paysagistes répondant aux besoins des milieux économiques, formés aux pratiques de la recherche et ouverts sur l'international

### INDICATEUR

#### 1.1 – Taux d'insertion des diplômés

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux d'insertion des diplômés dans les 24 mois suivant l'obtention du diplôme         | %     | 95,3                | 94                  | 92            | 95,9                | 93            |
| Taux d'insertion des hommes diplômés dans les 24 mois suivant l'obtention du diplôme  | %     | 95,1                | 95                  | 92            | 96,9                | 93            |
| Taux d'insertion des femmes diplômées dans les 24 mois suivant l'obtention du diplôme | %     | 95,5                | 93                  | 92            | 95,3                | 93            |
| Taux d'insertion des diplômés dans les 12 mois suivant l'obtention du diplôme         | %     | 92,2                | 93                  | 90            | 94                  | 92            |
| Taux d'insertion des hommes diplômés dans les 12 mois suivant l'obtention du diplôme  | %     | 93                  | 93                  | 90            | 94,5                | 92            |
| Taux d'insertion des femmes diplômées dans les 12 mois suivant l'obtention du diplôme | %     | 91,8                | 92                  | 90            | 93,7                | 92            |

#### Commentaires techniques

Source des données : enquête annuelle adaptée de l'enquête « Conférence des Grandes Écoles », effectuée au sein des écoles de l'enseignement supérieur agronomique, vétérinaire et de paysage relevant du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Traitement national réalisé par l'unité Éduter Ingénierie de l'Institut Agro Dijon.

#### Mode de calcul :

- numérateur : nombre de diplômés en activité professionnelle (y compris en volontariat) au moment de l'enquête ;
- dénominateur : population totale des diplômés de la même année qui sont en emploi ou en recherche d'emploi.

Les élèves-fonctionnaires sont exclus du calcul.

#### ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2022, le taux d'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur agronomique, vétérinaire et de paysage s'élève à 94 % un an après l'obtention de leur diplôme et à 95,9 % deux ans après cette obtention.

Ces résultats d'un niveau élevé sont en progression sensible par rapport à l'année précédente (+1 point pour le taux à 12 mois et +1,9 point pour celui à 24 mois). L'impact de la crise sanitaire sur l'insertion professionnelle des diplômés s'est avéré moins fort que pressenti et les taux d'insertion des diplômés ont dépassé en 2022 leur niveau d'avant crise. Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur agricole s'insèrent en effet dans des métiers particulièrement attractifs.

**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Objectifs et indicateurs de performance

Outre la qualité reconnue des formations, de tels résultats s'expliquent par la politique développée par les écoles, consistant à donner une place importante aux stages en entreprises et à l'organisation de sessions de préparation à l'emploi en dernière année.

**OBJECTIF**

**2 – Organiser les formations dans des conditions optimales de coût et de qualité de service**

**INDICATEUR****2.1 – Coût unitaire de formation par étudiant pour l'Etat (cursus de référence)**

(du point de vue du contribuable)

|   | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Coût unitaire de formation par étudiant pour l'Etat (cursus de référence) | €     | 13774               | Non déterminé       | 14000         | Non déterminé       | 14900         |

**Commentaires techniques**

Source des données : Données budgétaires de dotation des établissements – actions 1 et 2 ; système d'information sur le suivi des étudiants (SISE) et enquête de rentrée de la DGER.

**Mode de calcul :**

- numérateur : ETP valorisés au coût moyen de salaire chargé par catégorie NNE (méthode normalisée sous la tutelle du ministère) + crédits dédiés ;
- dénominateur : effectifs étudiants en formation de référence (ingénieur, vétérinaire ou paysagiste).

L'indicateur évalue la dépense du programme en subventions aux écoles de l'enseignement supérieur public et en rémunération des personnels consacrée à la formation. Il s'agit du coût de formation pour l'État au sens strict : les dépenses consacrées à la recherche ne sont pas comptabilisées. Les cursus concernent les ingénieurs (3 ans d'études après un Bac+2), les vétérinaires (5 ans d'études après un Bac+2) et les paysagistes (4 ans d'études après un Bac+2). Le périmètre comprend une école pour le paysage, quatre écoles pour les vétérinaires et cinq écoles pour les ingénieurs.

Des clés de ventilation s'appliquent pour répartir les ETP et les crédits par activités.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Le DGER finalise ses travaux d'élaboration d'un nouvel indicateur de dépense de l'État pour la formation d'un étudiant de l'enseignement supérieur agricole, ce qui n'a pas permis de calculer l'indicateur CUFÉ étudiant pour l'année 2022. Les données seront fournies à l'occasion du prochain exercice, avec calcul de l'historique.

Pour mémoire, l'indicateur s'établissait à 13 774 € en 2020 pour les cursus de référence, en baisse par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique par l'augmentation importante des effectifs (+5,6 %) qui est supérieure à l'augmentation des subventions pour charges de service public des établissements du fait d'un soutien exceptionnel dans le contexte de crise lié à la Covid-19 et celui lié à la masse salariale (glissement vieillesse-technicité).

**OBJECTIF****3 – Développer la valorisation de la recherche vers les secteurs professionnels et l'appui aux politiques publiques****INDICATEUR****3.1 – Nombre d'opérations collectives portées par INRAE mobilisant une expertise scientifique en appui aux politiques publiques par an**

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Nombre d'expertises scientifiques collectives, de prospectives et d'études publiées | Nb    | 3                   | 1                   | 3             | 3                   | 0             |
| Nombre de dispositifs pérennes en appui aux politiques publiques                    | Nb    | 7                   | 10                  | 11            | 11                  | 12            |

**Commentaires techniques**

Source des données : base de données de production de l'INRAE et rapport d'activité appui aux politiques publiques (Direction de l'appui aux politiques publiques).

Modes de calcul :

- Sous-indicateur 1 : nombre d'expertises scientifiques collectives (ESCo), de prospectives ou d'études publiées en appui aux politiques publiques coordonnées par la direction d'INRAE (Direction de l'expertise, de la prospective et des études (DEPE) ou Directeurs scientifiques) ayant fait l'objet d'un rapport. Il s'agit de documents publiés au niveau de la direction générale INRAE.

- Sous-indicateur 2 : nombre de dispositifs pérennes en appui aux politiques publiques (DPAPP) contractualisés et faisant l'objet d'une fiche de suivi.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Les résultats de l'indicateur sont conformes aux objectifs. S'agissant du premier sous-indicateur sur le nombre d'expertises scientifiques collectives, de prospectives et d'études publiées, trois études ou expertises ont été restituées en 2022 :

- Étude « Durabilité environnementale des systèmes agricoles » (janvier 2022). Cette étude devait initialement se terminer en 2021 et n'a pu être restituée que début 2022 ;
- Expertise scientifique collective INRAE-Ifrémer « Impact des produits phytopharmaceutiques sur la biodiversité et les services écosystémiques » (colloque tenu le 5 mai 2022) ;
- Expertise scientifique collective 'Gestion de la diversité de la couverture végétale pour la prophylaxie des cultures et la régulation naturelle des bio agresseurs' (colloque tenu le 20 octobre 2022).

La Prospective Agriculture Européenne sans pesticides devait initialement être restituée lors d'un colloque prévu le 8 décembre 2022 mais qui a été décalé au 21 mars 2023.

Par ailleurs, l'année 2022 a vu démarrer trois nouvelles opérations qui devront a priori être restituées en 2024 : une expertise scientifique collective sur la question des plastiques en agriculture et alimentation (avec un co-pilotage par le CNRS), et deux études, l'une sur les indicateurs de la qualité des sols, et l'autre sur l'affichage environnemental des produits alimentaires.

S'agissant du second sous-indicateur sur les dispositifs pérennes en appui aux politiques publiques, un onzième dispositif sur la dérive de pulvérisation a été validé en 2022, en association avec la direction générale de l'alimentation (DGAL) du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Ce dispositif a pour objectif d'expertiser les techniques et moyens permettant de diminuer la dérive de pulvérisation des produits phytopharmaceutiques. Les travaux se poursuivent sur d'autres missions candidates à des dispositifs pérennes, comme la thématique de gestion des ressources génétiques forestières, le système d'information des fermes DEPHY (AgroSyst), la conservation des ressources génétiques végétales, les incendies de forêts, la surveillance des tiques, etc.



---

**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Objectifs et indicateurs de performance

## Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2022<br/>Consommation 2022</i>              |                                     |  |                                       |  |  |   |
| 01 – Enseignement supérieur                                  | 234 939 988<br>228 673 562          | 41 744 776<br>45 616 403                 | 44 902 763<br>41 447 425              | 21 384 305<br>22 454 925                           | <b>342 971 832</b><br><b>338 192 316</b> | 342 971 832                               |
| 02 – Recherche, développement et<br>transfert de technologie | 3 151 250<br>1 415 530              | 32 140 029<br>30 420 895                 | 4 235 523<br>3 938 048                |  | <b>39 526 802</b><br><b>35 774 473</b>   | 39 526 802                                |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                           | <b>238 091 238</b>                  | <b>73 884 805</b>                        | <b>49 138 286</b>                     | <b>21 384 305</b>                                  | <b>382 498 634</b>                       | <b>382 498 634</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                      |                                     |  |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP                  | +1 405 573                          | +88 210 313 (hors titre 2)               |                                       |  | +89 615 886                              |   |
| Total des AE ouvertes  | 239 496 811                         | 232 617 709 (hors titre 2)               |                                       |  | 472 114 520                              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                               | <b>230 089 092</b>                  | <b>76 037 298</b>                        | <b>45 385 473</b>                     | <b>22 454 925</b>                                  | <b>373 966 789</b>                       |   |

#### 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2022<br/>Consommation 2022</i>              |                                     |  |                                       |  |  |   |
| 01 – Enseignement supérieur                                  | 234 939 988<br>228 673 562          | 41 744 776<br>45 656 403                 | 44 902 763<br>41 447 425              | 16 864 644<br>17 935 262                           | <b>338 452 171</b><br><b>333 712 653</b> | 338 452 171                               |
| 02 – Recherche, développement et<br>transfert de technologie | 3 151 250<br>1 415 530              | 32 140 029<br>30 420 895                 | 4 235 523<br>3 938 048                |  | <b>39 526 802</b><br><b>35 774 473</b>   | 39 526 802                                |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                            | <b>238 091 238</b>                  | <b>73 884 805</b>                        | <b>49 138 286</b>                     | <b>16 864 644</b>                                  | <b>377 978 973</b>                       | <b>377 978 973</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                      |                                     |  |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP                  | +1 405 573                          | -349 688 (hors titre 2)                  |                                       |  | +1 055 885                               |   |
| Total des CP ouverts   | 239 496 811                         | 139 538 047 (hors titre 2)               |                                       |  | 379 034 858                              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                                | <b>230 089 092</b>                  | <b>76 077 298</b>                        | <b>45 385 473</b>                     | <b>17 935 262</b>                                  | <b>369 487 126</b>                       |   |

## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## 2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------------|
|   |                                  |                                       |                                    |  |   |                            |
| 01 – Enseignement supérieur                               | 225 439 422<br>222 569 974       | 38 268 805<br>38 184 029              | 44 370 246<br>39 774 936           | 15 157 704<br>14 439 517                     | 323 236 177                               | 323 236 177<br>314 968 454 |
| 02 – Recherche, développement et transfert de technologie | 3 015 059<br>1 341 415           | 31 763 497<br>30 056 412              | 4 235 522<br>4 019 476             |  | 39 014 078                                | 39 014 078<br>35 417 303   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                        | <b>228 454 481</b>               | <b>70 032 302</b>                     | <b>48 605 768</b>                  | <b>15 157 704</b>                            | <b>362 250 255</b>                        | <b>362 250 255</b>         |
| <b>Total des AE consommées</b>                            | <b>223 911 389</b>               | <b>68 240 441</b>                     | <b>43 794 412</b>                  | <b>14 439 517</b>                            |   | <b>350 385 758</b>         |

## 2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------------|
|   |                                  |                                       |                                    |  |   |                            |
| 01 – Enseignement supérieur                               | 225 439 422<br>222 569 974       | 38 268 805<br>39 413 604              | 44 370 246<br>39 845 135           | 16 020 425<br>14 971 583                     | 324 098 898                               | 324 098 898<br>316 800 296 |
| 02 – Recherche, développement et transfert de technologie | 3 015 059<br>1 341 415           | 31 763 497<br>30 056 412              | 4 235 522<br>4 019 476             |  | 39 014 078                                | 39 014 078<br>35 417 303   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                         | <b>228 454 481</b>               | <b>70 032 302</b>                     | <b>48 605 768</b>                  | <b>16 020 425</b>                            | <b>363 112 976</b>                        | <b>363 112 976</b>         |
| <b>Total des CP consommés</b>                             | <b>223 911 389</b>               | <b>69 470 016</b>                     | <b>43 864 611</b>                  | <b>14 971 583</b>                            |   | <b>352 217 599</b>         |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2021     | Ouvertes<br>en 2022 | Consommées*<br>en 2022 | Consommés*<br>en 2021 | Ouverts<br>en 2022 | Consommés*<br>en 2022 |
| <b>Titre 2 – Dépenses de personnel</b>                    | <b>223 911 389</b>         | <b>238 091 238</b>  | <b>230 089 092</b>     | <b>223 911 389</b>    | <b>238 091 238</b> | <b>230 089 092</b>    |
| Rémunérations d'activité                                  | 130 747 522                | 140 281 818         | 134 111 350            | 130 747 522           | 140 281 818        | 134 111 350           |
| Cotisations et contributions sociales                     | 91 929 228                 | 96 295 850          | 94 507 668             | 91 929 228            | 96 295 850         | 94 507 668            |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 1 234 639                  | 1 513 570           | 1 470 074              | 1 234 639             | 1 513 570          | 1 470 074             |
| <b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>               | <b>68 240 441</b>          | <b>73 884 805</b>   | <b>76 037 298</b>      | <b>69 470 016</b>     | <b>73 884 805</b>  | <b>76 077 298</b>     |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 24 903                     | 150 000             | 557 293                | 24 903                | 150 000            | 557 293               |
| Subventions pour charges de service public                | 68 215 538                 | 73 734 805          | 75 480 005             | 69 445 113            | 73 734 805         | 75 520 005            |
| <b>Titre 6 – Dépenses d'intervention</b>                  | <b>43 794 412</b>          | <b>49 138 286</b>   | <b>45 385 473</b>      | <b>43 864 611</b>     | <b>49 138 286</b>  | <b>45 385 473</b>     |
| Transferts aux ménages                                    | 13 624 161                 | 12 077 084          | 14 244 041             | 13 624 160            | 12 077 084         | 14 244 041            |
| Transferts aux autres collectivités                       | 30 170 251                 | 37 061 202          | 31 141 432             | 30 240 451            | 37 061 202         | 31 141 432            |
| <b>Titre 7 – Dépenses d'opérations financières</b>        | <b>14 439 517</b>          | <b>21 384 305</b>   | <b>22 454 925</b>      | <b>14 971 583</b>     | <b>16 864 644</b>  | <b>17 935 262</b>     |

| Titre et catégorie                      | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2021     | Ouvertes<br>en 2022 | Consommées*<br>en 2022 | Consommés*<br>en 2021 | Ouverts<br>en 2022 | Consommés*<br>en 2022 |
| Dotations en fonds propres              | 14 439 517                 | 21 384 305          | 22 454 925             | 14 971 583            | 16 864 644         | 17 935 262            |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>            |                            | <b>382 498 634</b>  |                        |                       | <b>377 978 973</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* en titre 2   |                            | +1 405 573          |                        |                       | +1 405 573         |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 |                            | +88 210 313         |                        |                       | -349 688           |                       |
| <b>Total*</b>                           | <b>350 385 758</b>         | <b>472 114 520</b>  | <b>373 966 789</b>     | <b>352 217 599</b>    | <b>379 034 858</b> | <b>369 487 126</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

### ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES

| Date<br>de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 25/10/2022           | 326 000                    |               | 326 000             |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>         | <b>326 000</b>             |               | <b>326 000</b>      |               |                            |               |                     |               |

### ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date<br>de signature | Ouvertures                 |                   |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 18/02/2022           |                            | 88 560 000        |                     |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>         |                            | <b>88 560 000</b> |                     |               |                            |               |                     |               |

### DÉCRETS D'AVANCE

| Date<br>de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                  |                     |                  |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| 07/04/2022           |                            |               |                     |               |                            | 3 435 263        |                     | 3 435 263        |
| <b>Total</b>         |                            |               |                     |               |                            | <b>3 435 263</b> |                     | <b>3 435 263</b> |

## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures                 |                |                     |                | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |                | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres  | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2022        | 979 000                    |                | 979 000             |                |                            |               |                     |               |
| 02/12/2022        |                            | 342 080        |                     | 342 080        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      | <b>979 000</b>             | <b>342 080</b> | <b>979 000</b>      | <b>342 080</b> |                            |               |                     |               |

## DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2022        |                            | 50 000        |                     | 50 000        |                            |               |                     |               |
| 05/12/2022        | 100 573                    |               | 100 573             |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      | <b>100 573</b>             | <b>50 000</b> | <b>100 573</b>      | <b>50 000</b> |                            |               |                     |               |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |                |                     |                |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |                |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres  |
| 16/08/2022        |                            | 3 435 263        |                     | 3 435 263        |                            |                |                     |                |
| 01/12/2022        |                            |                  |                     |                  |                            | 741 767        |                     | 741 768        |
| <b>Total</b>      |                            | <b>3 435 263</b> |                     | <b>3 435 263</b> |                            | <b>741 767</b> |                     | <b>741 768</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                   |                     |                  | Annulations                |                  |                     |                  |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                      | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| <b>Total général</b> | <b>1 405 573</b>           | <b>92 387 343</b> | <b>1 405 573</b>    | <b>3 827 343</b> |                            | <b>4 177 030</b> |                     | <b>4 177 031</b> |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2022 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2022. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2022.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

**DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)**

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |   | Chiffrage<br>définitif<br>2021 | Chiffrage<br>initial<br>2022 | Chiffrage<br>actualisé<br>2022 |
|--|---|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 300201   | <b>Exonération des revenus patrimoniaux des établissements publics scientifiques, d'enseignement et d'assistance pour leurs revenus fonciers agricoles et mobiliers</b><br>Exonérations<br><i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Entreprises - Création : 1948 - Dernière modification : 2019 - Dernière incidence budgétaire : 2024 - Fin du fait générateur : 2023 - code général des impôts : 206-5</i> | nc                             | nc                           | nc                             |
| <b>Total</b>   |   |                                |                              |                                |

**DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)**

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire |  | Chiffrage<br>définitif<br>2021 | Chiffrage<br>initial<br>2022 | Chiffrage<br>actualisé<br>2022 |
|---|--|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 110242  | <b>Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur</b><br>Calcul de l'impôt<br><i>Bénéficiaires 2020 : 1437595 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1992 - Dernière modification : 2002 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 199 quater F</i> | 205                            | 200                          | 215                            |
| <b>Total</b>  |  | <b>205</b>                     | <b>200</b>                   | <b>215</b>                     |

## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Justification au premier euro

## Justification au premier euro

## Éléments transversaux au programme

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Enseignement supérieur   | 234 939 988<br>228 673 562            | 108 031 844<br>109 518 753 | 342 971 832<br>338 192 316 | 234 939 988<br>228 673 562            | 103 512 183<br>105 039 091 | 338 452 171<br>333 712 653 |
| 02 – Recherche, développement et<br>transfert de technologie  | 3 151 250<br>1 415 530                | 36 375 552<br>34 358 943   | 39 526 802<br>35 774 473   | 3 151 250<br>1 415 530                | 36 375 552<br>34 358 943   | 39 526 802<br>35 774 473   |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>238 091 238</b>                    | <b>144 407 396</b>         | <b>382 498 634</b>         | <b>238 091 238</b>                    | <b>139 887 735</b>         | <b>377 978 973</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  | +1 405 573                            | +88 210 313                | +89 615 886                | +1 405 573                            | -349 688                   | +1 055 885                 |
| Total des crédits ouverts   | 239 496 811                           | 232 617 709                | 472 114 520                | 239 496 811                           | 139 538 047                | 379 034 858                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>230 089 092</b>                    | <b>143 877 696</b>         | <b>373 966 789</b>         | <b>230 089 092</b>                    | <b>139 398 034</b>         | <b>369 487 126</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   | +9 407 719                            | +88 740 013                | +98 147 731                | +9 407 719                            | +140 013                   | +9 547 732                 |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 238 091 238                | 144 407 396        | 382 498 634        | 238 091 238         | 139 887 735        | 377 978 973        |
| Amendements | 0                          | 0                  | 0                  | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>238 091 238</b>         | <b>144 407 396</b> | <b>382 498 634</b> | <b>238 091 238</b>  | <b>139 887 735</b> | <b>377 978 973</b> |

Aucun amendement relatif au PLF 2022 n'a été adopté lors des débats parlementaires pour le programme 142.

## MODIFICATIONS DE MAQUETTE

La maquette du programme 142 n'a pas été modifiée en 2022.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les mouvements réglementaires intervenus en gestion sont les suivants :

## 1) Crédits de titre 2 :

- Décret n° 2022-934 du 27 juin 2022 portant transfert de crédits :
  - 979 000 € en provenance du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire », au titre du financement des mesures reconventionnelles 2022 issues de la loi de programmation de la recherche d'application.
- Arrêté du 25 octobre 2022 portant répartition de crédits :
  - 326 000 € en provenance du programme 551 « Provision relative aux rémunérations publiques », au titre du financement des mesures du rendez-vous salarial 2021 et de la prime inflation.
- Décret n° 2022-1517 du 5 décembre 2022 portant virement de crédits :
  - 100 573 € en provenance du programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture », au titre du financement de certaines dépenses de masse salariale.

## 2) Crédits de hors titre 2 :

- Arrêté du 18 février portant report de crédits :
  - 88 560 000 € en AE correspondant aux crédits destinés à la sécurisation de l'ensemble du projet de regroupement des sites franciliens d'AgroParisTech et des laboratoires associés de l'INRAE, sur le campus d'Agro Paris-Saclay ;
- Décret n° 2022-512 du 7 avril 2022 portant annulation de crédits à titre d'avance :
  - 3 435 263 € en AE et CP de crédits annulés opérée sur la réserve de précaution, qui visait à financer le plan de résilience à la crise ukrainienne.
- Loi de finances rectificative n° 2022-1157 du 16 août 2022 :
  - 3 435 263 € en AE et CP de crédits réouverts en vue de reconstituer des marges en gestion afin de faire face à d'éventuels aléas ;
- Loi de finances rectificatives n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 :
  - 741 767 € en AE et CP de crédits annulés ;
- Décret n° 2022-935 du 27 juin 2022 portant virement de crédits :
  - 50 000 € en AE et CP en provenance du programme 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » destiné au financement de la formation statutaire et diplômante de VetAgro Sup, École Nationale des Services Vétérinaires de Lyon, via la subvention pour charges de service public portée par le programme ;
- Décret n° 2022-1513 du 2 décembre 2022 portant virement de crédits :
  - 342 080 € en provenance du programme 231 « vie étudiante » au titre de l'aide exceptionnelle de solidarité pour les 4 276 élèves boursiers de l'enseignement supérieur agricole.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                  |                  | Crédits de paiement |                  |                  |
|--|----------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres    | Total            | Titre 2             | Autres titres    | Total            |
| Mise en réserve initiale   | 1 190 456                  | 6 210 381        | 7 400 837        | 1 190 456           | 5 838 954        | 7 029 410        |
| Surgels  | 0                          | 3 435 263        | 3 435 263        | 0                   | 3 435 263        | 3 435 263        |
| Dégels   | 0                          | 0                | 0                | 0                   | 0                | 0                |
| Annulations / réserve en cours de gestion  | 0                          | -3 435 263       | -3 435 263       | 0                   | -3 435 263       | -3 435 263       |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>1 190 456</b>           | <b>6 210 381</b> | <b>7 400 837</b> | <b>1 190 456</b>    | <b>5 838 954</b> | <b>7 029 410</b> |

Les crédits de titre 2 gelés dans le cadre de la réserve de précaution ont été dégelés en intégralité, conformément aux arbitrages de fin de gestion, dans l'objectif, notamment, de sécuriser la mise en œuvre de la pré-liquidation de la paie de décembre 2022.



## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Justification au premier euro

Une annulation de crédits a été opérée sur la réserve de précaution (HT2) à hauteur de 3 435 263 M€ en AE et CP dans cadre du décret n° 2022-512 du 7 avril 2022 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance visant à financer le plan de résilience dans le cadre de la crise ukrainienne.

Ces crédits ont été ré-ouverts par la LFR n° 2022-1157 du 16 août 2022, en vue de reconstituer des marges en gestion afin de faire face à d'éventuels aléas. Ces ouvertures ont été ensuite gelées, portant le niveau de la mise en réserve (HT2) à 6 210 381 € en AE et à 5 838 954 M€ en CP, soit les montants initialement prévus dans le DRICE. Une annulation partielle a été effectuée en fin de gestion à hauteur de 741 767 € en AE et 741 768 € en CP.

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

## EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois          | Transferts de gestion 2021<br>(1) | Réalisation 2021<br>(2) | LFI + LFR 2022<br>(3) | Transferts de gestion 2022<br>(4) | Réalisation 2022<br>(5) | Écart à LFI + LFR 2022 (après transferts de gestion)<br>(5 - (3 + 4)) |
|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1009 – A administratifs      | 0,00                              | 135,40                  | 102,00                | 0,00                              | 130,77                  | +28,77  |
| 1010 – A techniques          | 0,00                              | 620,31                  | 665,00                | 0,00                              | 621,72                  | -43,28  |
| 1011 – B et C administratifs | 0,00                              | 254,41                  | 245,00                | 0,00                              | 251,74                  | +6,74   |
| 1012 – B et C techniques     | 0,00                              | 724,06                  | 715,00                | 0,00                              | 599,70                  | -115,30   |
| 1013 – Enseignants           | 0,00                              | 1 054,82                | 1 089,00              | 0,00                              | 1 185,07                | +96,07  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>                       | <b>2 789,00</b>         | <b>2 816,00</b>       | <b>0,00</b>                       | <b>2 789,00</b>         | <b>-27,00</b>   |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois          | Mesures de périmètre en LFI<br>(6) | Mesures de transfert en LFI<br>(7) | Corrections techniques<br>(8) | Impact des schémas d'emplois pour 2022<br>(5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022 | dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022 |
|------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1009 – A administratifs      | 0,00                               | 0,00                               | -8,13                         | +3,50   | +1,50  | +2,00   |
| 1010 – A techniques          | 0,00                               | 0,00                               | -21,59                        | +23,00  | +5,00  | +18,00  |
| 1011 – B et C administratifs | 0,00                               | 0,00                               | +0,83                         | -3,50   | +0,50  | -4,00   |
| 1012 – B et C techniques     | 0,00                               | 0,00                               | -116,86                       | -7,50   | +0,50  | -8,00   |
| 1013 – Enseignants           | 0,00                               | 0,00                               | +128,32                       | +1,93   | +2,58  | -0,65   |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                        | <b>-17,43</b>                 | <b>+17,43</b>   | <b>+10,08</b>  | <b>+7,35</b>                                  |

Le plafond d'emplois du programme 142 « Enseignement supérieur et recherches agricoles » a été exécuté à hauteur de 99,04 %, avec une consommation de 2 789 équivalents temps plein travaillés (ETPT) pour un plafond fixé à 2 816 ETPT en LFI 2022. Une correction technique est appliquée afin de prendre en compte l'impact en ETPT des emplois (vacataires, apprentis, etc.) non comptabilisés dans le schéma d'emplois.

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi           | Sorties       | <i>dont départs en retraite</i> | Mois moyen des sorties | Entrées       | <i>dont primo recrutements</i> | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois | Schéma d'emplois |
|------------------------------|---------------|---------------------------------|------------------------|---------------|--------------------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                              |               |                                 |                        |               |                                |                        | Réalisation      | Prévision PAP    |
| 1009 – A administratifs      | 21,00         | 4,00                            | 7,00                   | 25,00         | 0,00                           | 7,00                   | +4,00            | 0,00             |
| 1010 – A techniques          | 104,00        | 17,00                           | 7,00                   | 140,00        | 19,00                          | 7,00                   | +36,00           | +10,00           |
| 1011 – B et C administratifs | 62,00         | 8,00                            | 7,00                   | 54,00         | 1,00                           | 7,00                   | -8,00            | 0,00             |
| 1012 – B et C techniques     | 116,00        | 17,00                           | 7,00                   | 100,00        | 11,00                          | 7,00                   | -16,00           | 0,00             |
| 1013 – Enseignants           | 39,00         | 25,00                           | 8,80                   | 39,00         | 22,00                          | 9,00                   | 0,00             | +6,00            |
| <b>Total</b>                 | <b>342,00</b> | <b>71,00</b>                    |                        | <b>358,00</b> | <b>53,00</b>                   |                        | <b>+16,00</b>    | <b>+16,00</b>    |

Le programme 142 réalise un schéma d'emplois de +16 ETP conforme à la programmation. Ces créations d'emplois sont destinées à renforcer les moyens pédagogiques (enseignants-chercheurs, chargés d'enseignement, ingénieurs de recherche et ingénieurs d'études) au sein des écoles nationales vétérinaires.

Les sorties réalisées en 2022 s'établissent à 342 pour 236 prévues en LFI.

Les entrées sont supérieures aux prévisions (358 effectives contre 252 prévues). Cet écart s'explique par la compensation des sorties, plus nombreuses que prévues.

Les primo-recrutements concernent les seules entrées par concours.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en EPT)

| Service      | Prévision LFI   | Réalisation     | <i>dont mesures de transfert</i> | <i>dont mesures de périmètre</i> | <i>dont corrections techniques</i> | Impact des schémas d'emplois pour 2022 | <i>dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022</i> | <i>dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022</i> |
|--------------|-----------------|-----------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--|---|--|
| Opérateurs   | 2 762,00        | 2 745,00        | 0,00                             | 0,00                             | 0,00                               | +17,15                                 | +9,92   | +7,23  |
| Autres       | 54,00           | 44,00           | 0,00                             | 0,00                             | -17,43                             | +0,28                                  | +0,16   | +0,12  |
| <b>Total</b> | <b>2 816,00</b> | <b>2 789,00</b> | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                      | <b>-17,43</b>                      | <b>+17,43</b>                          | <b>+10,08</b>   | <b>+7,35</b>   |

(en ETP)

| Service      | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2022 Réalisation |
|--------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Opérateurs   | +16,00                         | 2 759,00                      |
| Autres       | 0,00                           | 44,00                         |
| <b>Total</b> | <b>+16,00</b>                  | <b>2 803,00</b>               |

La catégorie « opérateurs » correspond aux établissements d'enseignement supérieur, ainsi que ceux consacrés à l'« Alliance Agreenium ». Elle comprend également 14 apprentis.

La catégorie « Autres » correspond également à des personnels affectés dans les établissements d'enseignement supérieur agricole et de recherche mais qui ne sont pas imputés dans leurs dotations. Il s'agit notamment des chefs de projets et des doctorants en « formation complémentaire par la recherche » (FCPR).

Les effectifs en ETP au 31/12/2022 correspondent aux seuls moyens permanents.

**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Justification au premier euro

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Prévision LFI   | Réalisation     |
|---|-----------------|-----------------|
|   | ETPT            | ETPT            |
| 01 – Enseignement supérieur                               | 2 762,00        | 2 745,00        |
| 02 – Recherche, développement et transfert de technologie | 54,00           | 44,00           |
| <b>Total</b>  | <b>2 816,00</b> | <b>2 789,00</b> |
| Transferts en gestion                                     |                 | 0,00            |

L'action 02 comprend les chefs de projet et les doctorants en « Formation complémentaire par la recherche » (FCPR) et les ETPT consacrés à la convention de coopération territoriale « Alliance Agreenium ».

## RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

| Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2021-2022 | Dépenses de titre 2<br>Coût total chargé<br>(en M€) | Dépenses hors titre 2<br>Coût total<br>(en M€) |
|--|---|--|
| 22,00  | 0,04  | 0,00   |

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Les effectifs du programme sont gérés par des agents rattachés au programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ». Les indicateurs de gestion des ressources humaines sont donc retracés au niveau ministériel sur ce programme.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie  | Exécution 2021     | Prévision LFI 2022 | Exécution 2022     |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Rémunération d'activité</b>                                 | <b>130 747 522</b> | <b>140 281 818</b> | <b>134 111 350</b> |
| <b>Cotisations et contributions sociales</b>                   | <b>91 929 228</b>  | <b>96 295 850</b>  | <b>94 507 668</b>  |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions :                    | 70 591 371         | 73 932 966         | 72 366 364         |
| – Civils (y.c. ATI)  | 70 368 400         | 73 710 017         | 72 148 016         |
| – Militaires   | 222 971            | 222 949            | 218 348            |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)       |                    |                    |                    |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) |                    |                    |                    |
| Cotisation employeur au FSPOEIE                                | 19 007             |                    | 10 978             |
| Autres cotisations   | 21 318 850         | 22 362 884         | 22 130 326         |
| <b>Prestations sociales et allocations diverses</b>            | <b>1 234 639</b>   | <b>1 513 570</b>   | <b>1 470 074</b>   |
| <b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>                       | <b>223 911 389</b> | <b>238 091 238</b> | <b>230 089 092</b> |
| <b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b>                       | <b>153 320 018</b> | <b>164 158 272</b> | <b>157 722 729</b> |
| FdC et AdP prévus en titre 2                                   |                    |                    |                    |

Les allocations de retour à l'emploi ont concerné 127 agents pour un montant de 0,70 M€.

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions |               |
|---|---------------|
| <b>Socle d'exécution 2021 retraitée</b>                                 | <b>153,64</b> |
| Exécution 2021 hors CAS Pensions  | 153,32        |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2022/ 2021              | 1,41          |
| Débasage de dépenses au profil atypique :                               | -1,09         |
| – GIPA  | -0,05         |
| – Indemnisation des jours de CET  | -0,44         |
| – Mesures de restructuration  |               |
| – Autres dépenses de masse salariale                                    | -0,59         |
| <b>Impact du schéma d'emplois</b>                                       | <b>1,60</b>   |
| EAP schéma d'emplois 2021   | 1,07          |
| Schéma d'emplois 2022   | 0,53          |
| <b>Mesures catégorielles</b>  | <b>2,30</b>   |
| <b>Mesures générales</b>  | <b>3,25</b>   |
| Rebasage de la GIPA   | 0,13          |
| Variation du point de la fonction publique                              | 2,31          |
| Mesures bas salaires  | 0,81          |
| <b>GVT solde</b>  | <b>2,48</b>   |
| GVT positif   | 3,44          |
| GVT négatif   | -0,96         |
| <b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>              | <b>-0,68</b>  |
| Indemnisation des jours de CET  | 0,41          |
| Mesures de restructurations   |               |
| Autres rebasages  | -1,09         |
| <b>Autres variations des dépenses de personnel</b>                      | <b>-4,85</b>  |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23             |               |
| Autres variations   | -4,85         |
| <b>Total</b>  | <b>157,72</b> |

En 2022, le montant total des dépenses de personnel (hors CAS pensions) est de 157,72 M€, soit une augmentation de +2,66 % par rapport à l'exécution 2021 retraitée.

La ligne « Autres rebasages » de la rubrique « Rebasage de dépenses de personnel au profil atypique - hors GIPA » correspond à une minoration des dépenses par des rétablissements de crédits.

La glissement vieillesse-technicité (GVT) « solde » sur les dépenses de masse salariale (hors CAS pensions) est constaté à 2 476 121 € (arrondi à 2,48 M€ dans le tableau ci-dessus), soit 1,61 % de la masse salariale, contre 1,1 % en 2021. Le GVT positif s'établit à 3,44 M€. L'économie générée par l'écart entre le coût des départs et le coût des arrivées (GVT négatif) est évaluée à -0,96 M€, stable par rapport à la LFI 2022.

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois          | Coût moyen chargé HCAS |             |                | dont rémunérations d'activité |             |                |
|------------------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
|                              | Coût d'entrée          | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée                 | Coût global | Coût de sortie |
| 1009 – A administratifs      | 59 350                 | 66 595      | 70 931         | 51 810                        | 58 460      | 62 155         |
| 1010 – A techniques          | 52 305                 | 54 884      | 57 261         | 45 455                        | 47 847      | 49 911         |
| 1011 – B et C administratifs | 34 990                 | 37 000      | 37 750         | 30 272                        | 32 091      | 32 763         |
| 1012 – B et C techniques     | 28 088                 | 31 246      | 36 045         | 24 024                        | 26 809      | 31 240         |
| 1013 – Enseignants           | 35 699                 | 40 308      | 58 117         | 30 146                        | 34 039      | 49 250         |

**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Justification au premier euro

**MESURES CATÉGORIELLES**

| Catégorie ou intitulé de la mesure   | ETP concernés | Catégories | Corps       | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2022 | Coût             | Coût en année pleine |
|--|---------------|------------|-------------|---------------------------------------|-------------------------------------|------------------|----------------------|
| Mesures statutaires  |               |            |             |                                       |                                     | 17 386           | 34 772               |
| Plan de requalification de B en A (promotions 2020 à 2022) : promotions 2022 | 8             | B          | Tous        | 07-2022                               | 6                                   | 11 245           | 22 490               |
| Plan de requalification de C en B (promotions 2020 à 2022) : promotions 2022 | 20            | C          | Tous        | 07-2022                               | 6                                   | 6 141            | 12 282               |
| Mesures indemnitaires  |               |            |             |                                       |                                     | 2 278 417        | 2 777 546            |
| Loi de programmation de la recherche : mise en oeuvre du RIPEC               | 876           | A          | Enseignants | 04-2022                               | 9                                   | 1 497 387        | 1 996 516            |
| Revalorisation de la PES et de la PRES                                       | 900           | A          | Enseignants | 01-2022                               | 12                                  | 781 030          | 781 030              |
| <b>Total</b>   |               |            |             |                                       |                                     | <b>2 295 803</b> | <b>2 812 318</b>     |

En 2022, les mesures catégorielles représentent pour le programme 142 une dépense de 2,29 M€. Elles correspondent à :

- la revalorisation de la prime d'enseignement supérieur et de la prime de recherche et d'enseignement supérieur ;
- la mise en œuvre de la composante C1 du régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs ;
- des orientations ministérielles communes pour l'ensemble des programmes portant des dépenses de personnel (programmes 142, 143, 206 et 215), notamment l'accompagnement des parcours professionnels via deux plans de requalification (catégorie C vers catégorie B et catégorie B vers catégorie A).

## Dépenses pluriannuelles

### CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

#### Génération 2015 - 2020

| Action / Opérateur  | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2022             |                     | Consommation 2022          |                     | Consommation cumulée       |                     |
|---|----------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|   |                                  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 01 - Enseignement supérieur                               | 49 537 200                       |                            | 200 000             |                            | 200 000             |                            | 49 537 196          |
| 02 - Recherche, développement et transfert de technologie | 2 344 000                        |                            |                     |                            |                     |                            | 2 344 000           |
| <b>Total</b>  | <b>51 881 200</b>                |                            | <b>200 000</b>      |                            | <b>200 000</b>      |                            | <b>51 881 196</b>   |

Au titre du CPER 2015-2020, 200 000 € en CP ont été alloués à l'École nationale supérieure de paysage (ENSP) de Versailles.

### CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)

## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022   | CP 2022   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>232 617 709</b>   | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>139 538 047</b>  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>143 877 696</b>   | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>139 398 034</b>  |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en<br>2022 sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>2 116 832</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>88 740 013</b> | dont CP consommés<br>en 2022 sur<br>engagements 2022<br>(P4)<br><b>137 281 202</b>                      |

## RESTES À PAYER

|  |   |  |   |  |  |
|--|---|--|---|--|--|
| Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>6 390 316</b>                     |   |  |   |  |  |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>-1</b>  |   |  |   |  |  |
| <b>Engagements ≤ 2021 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2021 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>6 390 315</b></b> | – | CP consommés en 2022<br>sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>2 116 832</b> | = | Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>4 273 483</b>      |  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>143 877 696</b>  | – | CP consommés en 2022<br>sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>137 281 202</b>                         | = | Engagements 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>6 596 495</b>        |  |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2022<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>10 869 978</b></b> |  |
|  |   |  |   |  | Estimation des CP 2023<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>10 869 978</b>   |
|  |   |  |   |  | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2023<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Le montant de 10 869 978 € d'AE non couverts par des CP au 31 décembre 2022 correspond à la gestion pluriannuelle des investissements de mise en sécurité et d'accessibilité ainsi que de mise à niveau des outils numériques pour assurer la continuité pédagogique dont 4,1 M€ pour l'Institut Agro pour la rénovation de ses sites d'Angers, Clermont, Dijon, Florac, Montpellier et Rennes.



**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Justification au premier euro

**Justification par action****ACTION****01 – Enseignement supérieur**

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 01 – Enseignement supérieur          | 234 939 988                | 108 031 844   | <b>342 971 832</b> | 234 939 988         | 103 512 183   | <b>338 452 171</b> |
|                                      | 228 673 562                | 109 518 753   | <b>338 192 316</b> | 228 673 562         | 105 039 091   | <b>333 712 653</b> |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 234 939 988                   | 228 673 562        | 234 939 988                   | 228 673 562        |
| Rémunérations d'activité                                  | 138 306 428                   | 133 249 186        | 138 306 428                   | 133 249 186        |
| Cotisations et contributions sociales                     | 95 131 823                    | 93 958 247         | 95 131 823                    | 93 958 247         |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 1 501 737                     | 1 466 129          | 1 501 737                     | 1 466 129          |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 41 744 776                    | 45 616 403         | 41 744 776                    | 45 656 403         |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 150 000                       | 557 293            | 150 000                       | 557 293            |
| Subventions pour charges de service public                | 41 594 776                    | 45 059 110         | 41 594 776                    | 45 099 110         |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 44 902 763                    | 41 447 425         | 44 902 763                    | 41 447 425         |
| Transferts aux ménages                                    | 12 077 084                    | 14 244 041         | 12 077 084                    | 14 244 041         |
| Transferts aux autres collectivités                       | 32 825 679                    | 27 203 384         | 32 825 679                    | 27 203 384         |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières               | 21 384 305                    | 22 454 925         | 16 864 644                    | 17 935 262         |
| Dotations en fonds propres                                | 21 384 305                    | 22 454 925         | 16 864 644                    | 17 935 262         |
| <b>Total</b>  | <b>342 971 832</b>            | <b>338 192 316</b> | <b>338 452 171</b>            | <b>333 712 653</b> |

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AUTRES QUE CELLES DE PERSONNEL : 557 293 € en AE et en CP

**Frais de gestion des bourses sur critères sociaux : 310 511 € en AE et en CP**

Ces crédits correspondent aux frais de gestion versés aux CROUS dans le cadre de la gestion des bourses sur critères sociaux et aides au mérite pour l'année universitaire 2020/2021 (13 sur 17) et 2021/2022 (16 CROUS sur 17).

**Autres dépenses de fonctionnement : 246 782 € en AE et en CP**

Ces dépenses concernent principalement le paiement de la licence nationale d'abonnement aux revues de l'éditeur ELSEVIER à l'agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES) pour le compte de 5 établissements pour un montant de 242 k€. Elle a pour objet de permettre, dans le cadre d'une licence nationale, l'accès aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche français dans la plupart des revues scientifiques.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC : 45 059 110 € en AE et en CP

*Cela inclut 40 000 € de retrait d'engagements sur années antérieures minorant d'autant la consommation d'AE. Après retraitement des REJB, la consommation effective des AE s'élève à 45 099 110 € pour l'exercice 2022.*

**Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur publics : 43 352 699 € en AE et en CP**

Ces crédits ont été versés pour le fonctionnement des onze établissements d'enseignement supérieur publics, qui ont accueilli environ 12 000 étudiants à la rentrée 2022, dont plus de 9 100 étudiants en cursus de référence, soit une augmentation des effectifs de 4 % en un an et 21 % depuis 2015.

**Organisation des concours de recrutement des étudiants : 997 420 € AE et en CP**

Les dépenses afférentes à l'organisation des concours de recrutement des étudiants correspondent au coût d'organisation du concours commun piloté par le service des concours agronomiques et vétérinaires (SCAV) pour 0,88 M€ et ceux spécifiques de l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES) et de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles (ENSP) pour 0,12 M€.

**Prévention, santé des étudiants et accompagnement des étudiants en situation de handicap : 250 000 € en AE et en CP**

Ces crédits ont été exécutés au titre de la médecine préventive dans les établissements pour des actions passées sous convention avec les Services inter-universitaires de médecine préventive et de promotion de la santé (SIUMPPS). Pour favoriser l'insertion des étudiants en situation de handicap, le programme 142 accompagne les établissements en leur versant une aide pour l'adaptation des postes ou l'assistance spécifique.

**Gestion des élèves fonctionnaires : 344 219 € en AE et en CP**

Les établissements supportant des charges particulières dues au recrutement d'élèves fonctionnaires en formation initiale (AgroParisTech, Institut Agro Dijon, ENGEES et VetAgro Sup) bénéficient d'un financement spécifique qui intègre, notamment, le remboursement des droits de scolarité et les frais de déplacement en stage.

**CAS pensions des emplois gagés du supérieur : 154 772 € en AE et en CP**

En 2022, quatre établissements disposaient d'emplois « gagés ». Le ministère chargé de l'agriculture leur a versé une subvention visant à compenser partiellement la part employeur de la contribution aux pensions civiles.

DÉPENSES D'INTERVENTION

TRANSFERTS AUX MÉNAGES 14 244 041 € en AE et en CP

**Aides aux étudiants : 13 624 161 € en AE et en CP**

Les étudiants de l'enseignement supérieur agricole ont bénéficié de deux catégories de bourses :

1. Les bourses sur critères sociaux : 13 567 279 € en AE et en CP

Les bourses sur critères sociaux ont été gérées de l'année universitaire 2015/2016 à 2018/2019 par le CNOUS avec application des critères nationaux relatifs aux barèmes et aux montants versés. A compter de la rentrée universitaire de septembre 2019, la gestion des bourses sur critères sociaux a été confié, par convention de mandat, aux 17 CROUS géographiquement compétents s'agissant de l'enseignement supérieur agricole long.

Le ministère chargé de l'agriculture, tout comme celui en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, effectue une compensation aux établissements des exonérations de frais d'inscription découlant de l'attribution de bourses sur critères sociaux.

Le nombre de bénéficiaires des bourses sur critères sociaux et des aides d'urgence, pour l'année universitaire 2021/2022, s'élève à 3 460 étudiants. Pour l'année 2022/2023, les prévisions des différents CROUS tablent sur un

effectif boursier de 3 700 étudiants. 50 % d'entre eux sont à l'échelon Obis (exonération de frais d'inscription, de sécurité sociale et versement de 1 032 € de bourse) et plus de 20 % ont touché plus de 3 900 € (échelons 4 à 7).

2. Les bourses de coopération internationale : 676 762 € en AE et en CP

Les étudiants de l'enseignement supérieur agricole peuvent bénéficier de bourses pour des stages professionnalisants ou pour des mobilités académiques en Europe ou à l'étranger. Les mobilités tous pays doivent avoir une durée minimale de six semaines. D'autre part, il existe deux programmes de coopération bilatérale avec le Brésil (Brafagri) et l'Argentine (Arfagri) grâce auxquels les étudiants réalisent des mobilités académiques d'un ou deux semestres.

La subvention attribuée aux aides à la mobilité « tous pays » a été de 577 200 € et de 99 562 € pour les mobilités au titre des programmes Brafagri (Brésil) et Arfagri (Argentine).

L'impact de la pandémie de COVID 19 qui avait encore affecté les projets de mobilités européennes et internationales en 2021 s'est largement atténué avec un redémarrage important des mobilités individuelles sur le second semestre 2022.

Il a été possible de financer plus de 1 400 mobilités « tous pays » et 145 mobilités académiques au titre des programmes Arfagri et Brafagri.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS 27 203 384 € en AE et en CP

**Financement des établissements supérieurs sous contrat : 24 445 535 € en AE et en CP**

En application des articles R. 813-63 à R. 813-66 du code rural et de la pêche maritime, les établissements d'enseignement supérieur agricole privés peuvent passer avec l'État un contrat quadriennal destiné à financer une partie des filières de formation d'ingénieurs qu'ils mettent en œuvre.

L'aide financière de l'État versée au titre des contrats, prévue par le décret n° 2009-791 du 23 juin 2009 relatif aux contrats entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur agricole privés, se compose d'une part fixe, correspondant à un nombre d'heures d'enseignement pris en compte par le contrat, multiplié par un coût théorique horaire, et d'une part variable, correspondant à la réalisation d'objectifs dans les domaines de l'enseignement, la recherche, le transfert, la valorisation et le développement international. Le coût théorique horaire, à hauteur de 274,518 € a été majoré en 2022 de 1,6 % pour tenir compte de la hausse des effectifs étudiants et également de la hausse générale des coûts.

L'aide financière versée a permis de couvrir la part fixe et la part variable fixées au contrat.

Depuis 2021, les contrats intègrent la possibilité d'accompagnement des établissements pour les dépenses relatives à l'accueil d'étudiants en situation de handicap, soit 26 k€ en 2022.

**Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) : 2 757 849 € en AE et en CP**

Par traité international, la France s'est engagée à doter annuellement le secrétariat général du CIHEAM pour participer à son fonctionnement et doit contribuer au financement de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (IAMM).

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DOTATIONS EN FONDS PROPRES 22 454 925 € en AE et 17 935 262 € en CP

**Investissements des établissements d'enseignement supérieur publics (hors CPER) : 10 684 300 en AE et 6 194 112 € en CP**

Ces crédits ont principalement permis d'engager des travaux de mise en sécurité (sécurisation des campus, réhabilitation de bâtiments, électricité, alarmes incendie), de mise aux normes sanitaires (réseaux d'assainissement notamment), d'accessibilité dans les établissements ou d'infrastructure numérique afin d'assurer la continuité des enseignements.

**Investissements des établissements d'enseignement supérieur publics CPER : 11 770 625 € en AE et 11 741 150 € en CP**

Ces investissements s'inscrivent dans le cadre des contrats de plan État-Région. Après avoir alloué 200 000 € en CP à l'ENSP au titre du CPER 2015-2020, les écoles ont reçu les sommes suivantes dans le cadre de la nouvelle programmation 2021-2027 :

- L'ENSP a reçu 0,35 M€
- Bordeaux Sciences Agro a reçu 1 M€
- L'Institut Agro a reçu 3 M€ pour la rénovation de son site de Dijon
- ONIRIS a reçu 1 M€
- L'École nationale vétérinaire de Toulouse a reçu 6,4 M€ en AE et 6,2 M€ en CP pour la restructuration de son campus.

Par ailleurs, 88 560 000 € d'AE ont été reportés de 2021 sur 2022 pour le projet d'installation de l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech) dans le cadre de l'opération de Saclay. La première rentrée universitaire d'AgroParisTech sur le site de Palaiseau s'est tenue en septembre 2022. Toutefois, ces AE n'ont pas été consommées. Ce sont des crédits destinés à la sécurisation de l'ensemble du projet de regroupement des sites franciliens d'AgroParisTech et des laboratoires associés de l'INRAE, sur le campus de Paris-Saclay. Ils étaient ouverts sur le programme par la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et reportés lors de chaque exercice budgétaire successif.

## ACTION

### 02 – Recherche, développement et transfert de technologie

| Action / Sous-action                                      | Autorisations d'engagement |               |                   | Crédits de paiement |               |                   |
|---|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total             | Titre 2             | Autres titres | Total             |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>                      |                            |               |                   |                     |               |                   |
| <i>Réalisation</i>  |                            |               |                   |                     |               |                   |
| 02 – Recherche, développement et transfert de technologie | 3 151 250                  | 36 375 552    | <b>39 526 802</b> | 3 151 250           | 36 375 552    | <b>39 526 802</b> |
|   | 1 415 530                  | 34 358 943    | <b>35 774 473</b> | 1 415 530           | 34 358 943    | <b>35 774 473</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 3 151 250                     | 1 415 530         | 3 151 250                     | 1 415 530         |
| Rémunérations d'activité                     | 1 975 390                     | 862 164           | 1 975 390                     | 862 164           |
| Cotisations et contributions sociales        | 1 164 027                     | 549 421           | 1 164 027                     | 549 421           |
| Prestations sociales et allocations diverses | 11 833                        | 3 945             | 11 833                        | 3 945             |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement         | 32 140 029                    | 30 420 895        | 32 140 029                    | 30 420 895        |
| Subventions pour charges de service public   | 32 140 029                    | 30 420 895        | 32 140 029                    | 30 420 895        |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention            | 4 235 523                     | 3 938 048         | 4 235 523                     | 3 938 048         |
| Transferts aux autres collectivités          | 4 235 523                     | 3 938 048         | 4 235 523                     | 3 938 048         |
| <b>Total</b>                                 | <b>39 526 802</b>             | <b>35 774 473</b> | <b>39 526 802</b>             | <b>35 774 473</b> |

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC : 30 420 895 € en AE et en CP

**L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) : 25 737 081 € en AE et en CP**

Ces crédits ont servi au soutien des activités de recherche et aux programmes d'appui à la décision publique des services chargés de l'agriculture et au transfert et à la diffusion de connaissances vers les milieux professionnels et les établissements d'enseignement technique et supérieur agricole. La direction générale déléguée à l'expertise et à l'appui aux politiques publiques à l'INRAE permet de suivre spécifiquement ces activités. Les crédits permettent notamment des missions dans les domaines de l'environnement, de la génétique animale, de la sélection végétale ainsi que la cartographie des sols.

**Formation par la recherche : 3 462 188 € en AE et en CP**

Ces crédits ont été versés pour soutenir et renforcer le lien formation-recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur agricole. Quelques données démontrent la forte implication des établissements dans cette démarche : plus de 585 étudiants inscrits en formation par la recherche ; 107 unités de recherche labellisées ; 942 cadres scientifiques.

**Organismes de développement (têtes de réseaux) : 805 626 € en AE et en CP**

Cette subvention permet à l'Association de coordination technique agricole (ACTA) et l'Association de coordination technique pour l'industrie agroalimentaire (ACTIA) de remplir leur rôle de têtes de réseau des organismes de développement (instituts et centres techniques agricoles et agroalimentaires).

**Bourses de thèses : 416 000 € en AE et en CP**

Dans le cadre de la nouvelle contractualisation entre l'État et les régions pour la période 2021-2027, 26 bourses de thèses ont été cofinancées en 2022.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

**Organismes de développement (ITAI, UMT, RMT) : 3 938 048 € en AE et en CP**

Afin de stimuler l'innovation, en application de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole, le ministère chargé de l'agriculture met en œuvre une procédure de qualification des instituts et centres techniques qui s'impliquent de manière pérenne dans des démarches collaboratives, en synergie avec des établissements de recherche ou d'enseignement agricole.

La dotation versée en 2022 a permis :

- le financement, pour 2,7 M€ en AE et en CP, des différents dispositifs en lien avec la qualification des instituts techniques que sont les unités mixtes technologiques (UMT) relevant du réseau ACTA et du réseau ACTIA et les réseaux mixtes technologiques (RMT) relevant du réseau ACTIA ;
- la réalisation des missions d'intérêt général assignées aux instituts techniques agro-industriels (ITAI) pour 1,20 M€ en AE et en CP.

Des éléments complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » (ACTA/ACTIA) de ce rapport annuel de performance.

## Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense                                      | Réalisation 2021              |                        | Prévision LFI 2022            |                        | Réalisation 2022              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>FranceAgriMer (P149)</b>   | <b>40 000</b>                 | <b>40 000</b>          |                               |                        | <b>99 562</b>                 | <b>99 562</b>          |
| Transferts  | 40 000                        | 40 000                 |                               |                        | 99 562                        | 99 562                 |
| <b>Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche (P150)</b>                        | <b>246 717</b>                | <b>246 717</b>         |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 246 717                       | 246 717                |                               |                        |                               |                        |
| <b>Réseau des œuvres universitaires et scolaires (P231)</b>   | <b>8 726 131</b>              | <b>8 726 131</b>       | <b>11 111 347</b>             | <b>11 111 347</b>      | <b>8 209 298</b>              | <b>8 209 298</b>       |
| Subventions pour charges de service public  | 346 451                       | 346 451                |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 8 379 680                     | 8 379 680              | 11 111 347                    | 11 111 347             | 8 209 298                     | 8 209 298              |
| <b>INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172)</b> | <b>25 454 027</b>             | <b>25 454 027</b>      | <b>27 403 569</b>             | <b>27 403 569</b>      | <b>25 737 081</b>             | <b>25 737 081</b>      |
| Subventions pour charges de service public  | 25 454 027                    | 25 454 027             | 27 403 569                    | 27 403 569             | 25 737 081                    | 25 737 081             |
| <b>Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires (P142)</b>        | <b>4 743 674</b>              | <b>4 743 674</b>       | <b>4 939 894</b>              | <b>4 939 894</b>       | <b>4 743 674</b>              | <b>4 743 674</b>       |
| Subventions pour charges de service public  | 724 198                       | 724 198                | 704 371                       | 704 371                | 805 626                       | 805 626                |
| Transferts  | 4 019 476                     | 4 019 476              | 4 235 523                     | 4 235 523              | 3 938 048                     | 3 938 048              |
| <b>Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire (P142)</b>                                   | <b>61 346 046</b>             | <b>62 686 489</b>      | <b>72 965 991</b>             | <b>68 446 330</b>      | <b>77 074 122</b>             | <b>72 594 459</b>      |
| Transferts  | 4 848 594                     | 4 848 594              | 5 954 821                     | 5 954 821              | 5 681 899                     | 5 681 899              |
| <b>Total</b>  | <b>100 556 595</b>            | <b>101 897 038</b>     | <b>116 420 801</b>            | <b>111 901 140</b>     | <b>115 863 737</b>            | <b>111 384 074</b>     |
| Total des subventions pour charges de service public  | 68 160 020                    | 69 198 396             | 73 734 805                    | 73 734 805             | 75 480 005                    | 75 520 005             |
| Total des dotations en fonds propres  | 14 862 109                    | 15 164 175             | 21 384 305                    | 16 864 644             | 22 454 925                    | 17 935 262             |
| Total des transferts  | 17 534 467                    | 17 534 467             | 21 301 691                    | 21 301 691             | 17 928 807                    | 17 928 807             |

### CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

#### EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur   | ETPT<br>rémunérés par<br>ce programme<br>ou d'autres<br>programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs            |  |                                     |                                  | ETPT<br>rémunérés<br>par d'autres<br>collectivités |
|---|--|--|--|-------------------------------------|----------------------------------|--|
|   |  | sous plafond *                               | hors plafond                           | dont contrats<br>aidés              | dont apprentis                   |  |
| Associations de coordination technique<br>agricole et des industries agroalimentaires | 0<br>0<br>0  | 0<br>0<br>0                                  | 0<br>0<br>0                            | 0<br>0<br>0                         | 0<br>0<br>0                      | 0<br>0<br>0  |
| Ecoles d'enseignement supérieur agricole et<br>vétérinaire                            | 2 745<br>2 762<br>2 745  | 1 051<br>1 202<br>1 051                      | 343<br>314<br>343                      | 12<br>14<br>12                      | 0<br>0<br>0                      | 0<br>0<br>0  |
| <b>Total</b>  | <b>2 745</b><br><b>2 762</b><br><b>2 745</b>                       | <b>1 051</b><br><b>1 202</b><br><b>1 051</b> | <b>343</b><br><b>314</b><br><b>343</b> | <b>12</b><br><b>14</b><br><b>12</b> | <b>0</b><br><b>0</b><br><b>0</b> | <b>0</b><br><b>0</b><br><b>0</b>                   |

\* Les emplois sous plafond 2022 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Justification au premier euro

Les données relatives à la réalisation 2022 des emplois des écoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire ne sont pas encore stabilisées. A titre transitoire, les données de la réalisation 2021 sont maintenues pour la réalisation 2022.

**SCHEMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT**

|                                    | Prévision<br>ETPT | Réalisation<br>ETPT |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|
| <b>Emplois sous plafond 2022 *</b> | <b>1 202</b>      | <b>1 051</b>        |

\* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

|                              | Prévision<br>ETP | Réalisation<br>ETP |
|------------------------------|------------------|--------------------|
| Schéma d'emplois 2022 en ETP | 0                | 0                  |

Les données relatives à la réalisation 2022 des emplois des écoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire ne sont pas encore stabilisées. A titre transitoire, les données de la réalisation 2021 sont maintenues pour la réalisation 2022.

**FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE**

| Intitulé de l'opérateur  | Compte financier<br>2021 | Budget initial 2022 | Compte financier<br>2022 |
|--|--------------------------|---------------------|--------------------------|
| Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires | 0                        | 0                   | 0                        |
| Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire                            | 503 343                  | 285 540             | 330 407                  |
| <b>Total</b>   | <b>503 343</b>           | <b>285 540</b>      | <b>330 407</b>           |

## Opérateurs

### OPÉRATEUR

Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires

#### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'Association de coordination technique agricole (ACTA) et l'Association de coordination technique des industries agroalimentaires (ACTIA), associations loi 1901, sont les « structures nationales de coordination » des réseaux d'instituts et de centres techniques, agricoles pour la première et agroalimentaires pour la seconde. Elles jouent un rôle fondamental d'interface entre la recherche publique académique et les professionnels (agriculteurs et industriels), indispensable pour l'innovation. Elles sélectionnent, soutiennent et évaluent des projets de recherche appliquée. Elles assurent la cohérence des projets financés et leur adéquation avec les orientations stratégiques pluriannuelles retenues. Le ministère souhaite renforcer le rôle d'animation de ces structures.

L'ACTA et l'ACTIA sont rattachées à l'action « Recherche, développement et transfert de technologies » qui regroupe le financement d'opérations venant d'une part en appui aux politiques publiques du ministère (formation à et par la recherche, aide à la décision publique, appui aux secteurs économiques), et visant d'autre part à renforcer les interactions et les échanges entre la formation, la recherche et le développement dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement des territoires ruraux.

Des contrôleurs généraux économiques et financiers sont nommés par le ministre en charge de l'économie et du budget auprès de l'ACTIA et de l'ACTA. Ils assistent aux conseils d'administration des deux organisations. Un représentant de l'État, nommé par le ministre chargé de l'agriculture, participe également aux conseils d'administration de l'ACTA. L'ACTA et l'ACTIA sont dotés de conseils scientifiques et techniques auxquels assistent le ministère chargé de l'agriculture et le ministère chargé de la recherche, ainsi que le ministère chargé de l'environnement pour le conseil d'orientation scientifique et technique (COST) de l'ACTA. Ces conseils peuvent être saisis par le ministère pour expertiser des questions relatives aux Instituts techniques agricoles (ITA) et Instituts techniques agro-industriels (ITAI).

Les deux associations bénéficient chacune d'un nouveau contrat d'objectif pour la période 2022-2027 signé avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Le ministère souhaite rationaliser les réseaux existants, renforcer l'excellence de la recherche effectuée dans les instituts et centres techniques et développer leurs liens avec la recherche et la formation. À cet effet, en application de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole, le ministère a élaboré une procédure de qualification des instituts et centres techniques (la qualification de l'ACTA et de l'ACTIA, renouvelée en 2018 pour une période de 5 ans est en cours de renouvellement) et promeut de nouvelles formes de partenariat avec les organismes de recherche et d'enseignement supérieur (unités mixtes technologiques et réseaux mixtes technologiques).

#### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense | Réalisation 2021              |                        | Prévision LFI 2022            |                        | Réalisation 2022              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| P362 – Écologie                             | 1 973                         | 592                    |                               |                        |                               |                        |



**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense  | Réalisation 2021              |                        | Prévision LFI 2022            |                        | Réalisation 2022              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| Transferts   | 1 973                         | 592                    |                               |                        |                               |                        |
| <b>P149 – Compétitivité et durabilité de<br/>l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt,<br/>de la pêche et de l'aquaculture</b> | <b>110</b>                    | <b>132</b>             |                               |                        | <b>130</b>                    | <b>76</b>              |
| Transferts   | 110                           | 132                    |                               |                        | 130                           | 76                     |
| <b>P206 – Sécurité et qualité sanitaires de<br/>l'alimentation</b>   |                               | <b>68</b>              |                               |                        |                               | <b>155</b>             |
| Subventions pour charges de service public   |                               |                        |                               |                        |                               | 57                     |
| Transferts   |                               | 68                     |                               |                        |                               | 98                     |
| <b>P143 – Enseignement technique agricole</b>  | <b>176</b>                    | <b>132</b>             |                               |                        |                               |                        |
| Transferts   | 176                           | 132                    |                               |                        |                               |                        |
| <b>P142 – Enseignement supérieur et recherche<br/>agricoles</b>  | <b>4 744</b>                  | <b>4 744</b>           | <b>4 940</b>                  | <b>4 940</b>           | <b>4 744</b>                  | <b>4 744</b>           |
| Subventions pour charges de service public   | 724                           | 724                    | 704                           | 704                    | 806                           | 806                    |
| Transferts   | 4 019                         | 4 019                  | 4 236                         | 4 236                  | 3 938                         | 3 938                  |
| <b>P775 – Développement et transfert en<br/>agriculture</b>  |                               | <b>59</b>              |                               |                        | <b>-2</b>                     | <b>24</b>              |
| Transferts   |                               | 59                     |                               |                        | -2                            | 24                     |
| <b>P776 – Recherche appliquée et innovation en<br/>agriculture</b>   | <b>5 674</b>                  | <b>4 592</b>           | <b>4 937</b>                  | <b>4 937</b>           | <b>5 086</b>                  | <b>7 252</b>           |
| Subventions pour charges de service public   |                               | 103                    |                               |                        |                               |                        |
| Transferts   | 5 674                         | 4 489                  | 4 937                         | 4 937                  | 5 086                         | 7 252                  |
| <b>Total</b>   | <b>12 677</b>                 | <b>10 318</b>          | <b>9 877</b>                  | <b>9 877</b>           | <b>9 957</b>                  | <b>12 250</b>          |

- **Pour le programme 776 – Recherche appliquée et innovation en agriculture**

La programmation 2022-2027 du Programme National Développement Agricole et Rural (PNDAR) a vu l'émergence, en 2022, de programmes pluriannuels inter-instituts avec pour objectif de traiter en inter-filières les problématiques qui le nécessitent. Ces programmes inter-instituts prennent le relai des actions thématiques transversales (ATT) de la programmation précédente, qui avaient permis de tester cette modalité inter-instituts.

En complément de son programme pluriannuel de recherche et de développement agricole et rural, l'ACTA a ainsi mis en œuvre 2 programmes inter-instituts pour :

- la « Mobilisation du levier numérique pour soutenir la conception, le pilotage, le déploiement et la valorisation de systèmes de production agricole innovants et performants » ;
- les " Synergies pour la production et le transfert de références entre les modes de production Bio et non Bio ».

Le financement de ces dispositifs 2022 ainsi que le versement des soldes du programme annuel 2021 et de l'ATT " Agriculture biologique, biodiversité fonctionnelle et biocontrôle, économie circulaire 2020 et 2021 s'est élevé à 5 057 311 € en AE et à 6 494 669 € en CP.

Au titre de la prolongation pour les années 2022-2023 de l'animation des réseaux mixtes technologiques agréés au 1<sup>er</sup> janvier 2019 dont l'ACTA est le chef de file de 3 projets agréés, une subvention de 360 000 € en AE et de 108 000 € en CP a été attribuée.

Par ailleurs, les actions d'accompagnement suivantes au titre de 2022 et de soldes 2019 et 2020 ont fait l'objet d'un financement à hauteur de 195 692 € en AE et de 493 817 € en CP :

- travaux de la cellule Recherche-Innovation-Transfert ;
- maintenance et à l'animation de la plateforme R&D AGRI
- animation du réseau national d'expertise scientifique et technique sur les sols (RNEST)

Enfin, des versements au titre de restant dû sur des projets antérieurs de recherche technologique, d'innovation et de partenariat sont venus compléter le transfert vers l'ACTA de 155 473 €.

Le montant réalisé en AE de **5 085 584 €** indiqué dans le tableau ci-dessus est minoré d'un montant 527 418 € correspondant aux retraits sur engagements antérieurs réalisés lors de l'instruction de soldes de programmes annuels, d'actions d'accompagnement et de projets.

## COMPTE FINANCIER 2022

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits  | Budget initial 2022   | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|---|-----------------------|-------------------------|
| Personnel<br><i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>  | 4 221               |                         | Subventions de l'État<br><i>– subventions pour charges de service public</i><br><i>– crédits d'intervention( transfert)</i>   | 4 790<br>704<br>4 086 |                         |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel   | 3 048               |                         | Fiscalité affectée  |                       |                         |
| Intervention (le cas échéant)   |                     |                         | Autres subventions  | 664                   |                         |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention<br><i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i><br><i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 59<br>59            |                         | Revenus d'activité et autres produits<br><i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i><br><i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i><br><i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 1 815                 |                         |
| <b>Total des charges</b>  | <b>7 269</b>        |                         | <b>Total des produits</b>   | <b>7 269</b>          |                         |
| Résultat : bénéfice   | 0                   |                         | Résultat : perte  |                       |                         |
| Total : équilibre du CR   | 7 269               |                         | Total : équilibre du CR   | 7 269                 |                         |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 60                  |                         |
| Investissements                      |                     |                         | Financement de l'actif par l'État                      |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     |                         |
| Remboursement des dettes financières |                     |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             |                     |                         | <b>Total des ressources</b>                            | <b>60</b>           |                         |
| Augmentation du fonds de roulement   | 60                  |                         | Diminution du fonds de roulement                       |                     |                         |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

**Enseignement supérieur et recherche agricoles**

Programme n° 142 | Opérateurs

**TRÉSORERIE**

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 5 041                 | 4 475               |                       |

**DÉPENSES PAR DESTINATION**

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel      | Fonctionnement | Intervention   | Investissement | Total          |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Total</b>  | <b>0<br/>0</b> | <b>0<br/>0</b> | <b>0<br/>0</b> | <b>0<br/>0</b> | <b>0<br/>0</b> |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

**CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR**

|  | Réalisation 2021<br>(1) | Prévision 2022<br>(2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           |                         |                       |                  |
| – sous plafond                                       |                         |                       |                  |
| – hors plafond                                       |                         |                       |                  |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

**OPÉRATEUR****Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire****ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR**

Les dix établissements publics d'enseignement supérieur agricole placés sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture sont des établissements d'enseignement supérieur au sens des articles L. 123-1 et suivants du code de l'éducation. Ils exercent des missions d'enseignement et de recherche dans les domaines de la formation d'ingénieurs en sciences et techniques agronomiques, environnementales, agroalimentaires, horticoles et forestières, de

vétérinaires, de paysagistes, de cadres spécialisés, d'enseignants, de chercheurs prévues à l'article L812-1 du code rural et de la pêche maritime.

En 2022-2023, les effectifs d'étudiants dans les cursus de référence des établissements d'enseignement supérieur agricole publics étaient de 5 507 ingénieurs, 3 484 vétérinaires et 233 paysagistes, soit 9 124 étudiants, alternants et élèves fonctionnaires (IAE). Ces établissements publics accueillent d'ores et déjà plus d'étudiants que la cible 2025 qui était fixée à 8 900 pour tenir compte de la démographie de la population étudiante.

Ces établissements assurent par ailleurs d'autres cursus de formation (licences pro, masters, doctorat, masters spécialisés, diplôme national d'œnologie, etc.) suivis par 2 000 personnes au cours de la même année scolaire.

Ils constituent une catégorie particulière d'établissements publics créés en application de l'article L.812-3 du code rural et de la pêche maritime. Six d'entre eux revêtent la forme d'établissement public à caractère administratif (EPA) régis par les articles R.812-3 à R.812-24 du code rural et de la pêche maritime.

Les quatre établissements issus de regroupements d'écoles ont pris la forme d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP). Ces établissements sont constitués sous la forme de « grand établissement », au sens de l'article L.717-1 du code de l'éducation. Leurs règles d'organisation et de fonctionnement sont fixées par un décret en Conseil d'État.

Les établissements d'enseignement supérieur agricole publics, énumérés à l'article D.812-1 du code rural et de la pêche maritime, se répartissent comme suit :

- Quatre EPSCP « grands établissements » :
  - L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Institut Agro),
  - L'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech),
  - L'Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement (VetAgro Sup),
  - L'École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation Nantes-Atlantique (ONIRIS).
- Six établissements régis par le code rural et de la pêche maritime :
  - L'École nationale vétérinaire d'Alfort,
  - L'École nationale vétérinaire de Toulouse,
  - L'École nationale supérieure de paysage de Versailles (ENSP),
  - L'École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA),
  - L'École nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine (Bordeaux Sciences Agro),
  - L'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES).

Les établissements publics d'enseignement supérieur sont principalement financés par l'action 01 « Enseignement supérieur » du programme 142. Cette action permet de soutenir leur fonctionnement ainsi que leurs investissements. Par ailleurs, les établissements bénéficient de subventions destinées à favoriser la formation des étudiants par la recherche : ces financements sont attribués à des unités de recherche, soit relevant en propre des établissements, soit associées à des organismes de recherche, formant ainsi des unités mixtes de recherche (UMR) ; ces subventions sont inscrites sur l'action 2, « Développement et transfert de technologie ».

## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Opérateurs

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense  | Réalisation 2021              |                        | Prévision LFI 2022            |                        | Réalisation 2022              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P185 – Diplomatie culturelle et d'influence</b>   |                               | <b>19</b>              |                               |                        |                               | <b>5</b>               |
| Transferts   |                               | 19                     |                               |                        |                               | 5                      |
| <b>P362 – Écologie</b>   | <b>15 371</b>                 | <b>15 371</b>          |                               |                        | <b>9</b>                      | <b>9</b>               |
| Dotations en fonds propres   | 15 371                        | 15 371                 |                               |                        | 9                             | 9                      |
| <b>P149 – Compétitivité et durabilité de<br/>l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt,<br/>de la pêche et de l'aquaculture</b> | <b>50</b>                     | <b>71</b>              |                               |                        | <b>34</b>                     | <b>9</b>               |
| Transferts   | 50                            | 71                     |                               |                        | 34                            | 9                      |
| <b>P206 – Sécurité et qualité sanitaires de<br/>l'alimentation</b>   | <b>1 836</b>                  | <b>2 155</b>           | <b>2 376</b>                  | <b>2 335</b>           | <b>2 787</b>                  | <b>2 326</b>           |
| Subventions pour charges de service public   | 110                           | 375                    |                               |                        | -14                           | 80                     |
| Transferts   | 1 726                         | 1 780                  | 2 376                         | 2 335                  | 2 802                         | 2 246                  |
| <b>P215 – Conduite et pilotage des politiques de<br/>l'agriculture</b>   | <b>436</b>                    | <b>445</b>             |                               |                        | <b>805</b>                    | <b>805</b>             |
| Subventions pour charges de service public   |                               | 9                      |                               |                        |                               |                        |
| Transferts   | 436                           | 436                    |                               |                        | 805                           | 805                    |
| <b>P209 – Solidarité à l'égard des pays en<br/>développement</b>   |                               | <b>385</b>             |                               |                        | <b>310</b>                    | <b>310</b>             |
| Transferts   |                               | 385                    |                               |                        | 310                           | 310                    |
| <b>P361 – Transmission des savoirs et<br/>démocratisation de la culture</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>6</b>                      | <b>6</b>               |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 6                             | 6                      |
| <b>P144 – Environnement et prospective de la<br/>politique de défense</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>152</b>                    |                        |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 152                           |                        |
| <b>P129 – Coordination du travail gouvernemental</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>150</b>                    | <b>150</b>             |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 150                           | 150                    |
| <b>P203 – Infrastructures et services de transports</b>  |                               | <b>10</b>              |                               |                        |                               | <b>1</b>               |
| Transferts   |                               | 10                     |                               |                        |                               | 1                      |
| <b>P205 – Affaires maritimes</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>6</b>                      | <b>6</b>               |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 6                             | 6                      |
| <b>P113 – Paysages, eau et biodiversité</b>  | <b>304</b>                    | <b>290</b>             |                               |                        | <b>322</b>                    | <b>274</b>             |
| Transferts   | 304                           | 290                    |                               |                        | 322                           | 274                    |
| <b>P143 – Enseignement technique agricole</b>  | <b>3 537</b>                  | <b>3 540</b>           | <b>2 341</b>                  | <b>2 341</b>           | <b>3 344</b>                  | <b>3 344</b>           |
| Transferts   | 3 537                         | 3 540                  | 2 341                         | 2 341                  | 3 344                         | 3 344                  |
| <b>P150 – Formations supérieures et recherche<br/>universitaire</b>  | <b>1 682</b>                  | <b>1 682</b>           | <b>1 011</b>                  | <b>1 011</b>           | <b>1 094</b>                  | <b>1 094</b>           |
| Subventions pour charges de service public   | 1 682                         | 1 682                  | 1 011                         | 1 011                  | 1 094                         | 1 094                  |
| <b>P231 – Vie étudiante</b>  | <b>19</b>                     | <b>19</b>              |                               |                        | <b>15</b>                     | <b>15</b>              |
| Subventions pour charges de service public   | 6                             | 6                      |                               |                        | 4                             | 4                      |
| Transferts   | 13                            | 13                     |                               |                        | 11                            | 11                     |
| <b>P172 – Recherches scientifiques et<br/>technologiques pluridisciplinaires</b>   |                               | <b>20</b>              |                               |                        |                               | <b>20</b>              |
| Dotations en fonds propres   |                               | 20                     |                               |                        |                               | 20                     |
| <b>P190 – Recherche dans les domaines de<br/>l'énergie, du développement et de la mobilité<br/>durables</b>                            |                               |                        |                               |                        | <b>-14</b>                    |                        |
| Subventions pour charges de service public   |                               |                        |                               |                        | -12                           |                        |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | -3                            |                        |
| <b>P192 – Recherche et enseignement supérieur<br/>en matière économique et industrielle</b>  |                               |                        |                               |                        |                               |                        |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        |                               |                        |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense   | Réalisation 2021              |                        | Prévision LFI 2022            |                        | Réalisation 2022              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P142 – Enseignement supérieur et recherche agricoles</b>                         | <b>61 346</b>                 | <b>62 686</b>          | <b>72 966</b>                 | <b>68 446</b>          | <b>77 074</b>                 | <b>72 594</b>          |
| Subventions pour charges de service public  | 41 635                        | 42 674                 | 45 627                        | 45 627                 | 48 937                        | 48 977                 |
| Dotations en fonds propres  | 14 862                        | 15 164                 | 21 384                        | 16 865                 | 22 455                        | 17 935                 |
| Transferts  | 4 849                         | 4 849                  | 5 955                         | 5 955                  | 5 682                         | 5 682                  |
| <b>P200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)</b>   |                               |                        |                               |                        |                               | <b>29</b>              |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        |                               | 29                     |
| <b>P204 – Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins</b>                      | <b>25</b>                     | <b>25</b>              |                               |                        | <b>25</b>                     | <b>25</b>              |
| Subventions pour charges de service public  | 25                            | 25                     |                               |                        | 25                            | 25                     |
| <b>P304 – Inclusion sociale et protection des personnes</b>                         | <b>18</b>                     | <b>18</b>              |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 18                            | 18                     |                               |                        |                               |                        |
| <b>P137 – Égalité entre les femmes et les hommes</b>                                | <b>1</b>                      | <b>1</b>               |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 1                             | 1                      |                               |                        |                               |                        |
| <b>P363 – Compétitivité</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>180</b>                    | <b>80</b>              |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 180                           | 80                     |
| <b>P135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</b>                   | <b>49</b>                     | <b>51</b>              |                               |                        | <b>39</b>                     | <b>26</b>              |
| Transferts  | 49                            | 51                     |                               |                        | 39                            | 26                     |
| <b>P112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire</b> | <b>105</b>                    | <b>102</b>             |                               |                        | <b>106</b>                    | <b>72</b>              |
| Transferts  | 105                           | 102                    |                               |                        | 106                           | 72                     |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>   | <b>67</b>                     | <b>67</b>              |                               |                        | <b>85</b>                     | <b>85</b>              |
| Transferts  | 67                            | 67                     |                               |                        | 85                            | 85                     |
| <b>P776 – Recherche appliquée et innovation en agriculture</b>                      | <b>250</b>                    |                        |                               |                        | <b>-20</b>                    | <b>75</b>              |
| Transferts  | 250                           |                        |                               |                        | -20                           | 75                     |
| <b>P723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</b>          |                               | <b>114</b>             |                               |                        | <b>225</b>                    | <b>225</b>             |
| Dotations en fonds propres  |                               | 114                    |                               |                        | 225                           | 225                    |
| <b>Total</b>  | <b>85 098</b>                 | <b>87 073</b>          | <b>78 694</b>                 | <b>74 133</b>          | <b>86 736</b>                 | <b>81 586</b>          |

- Pour le **programme 206**, concernant les **Écoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire** (ENSV, ENVT et ONIRIS) ont conclu diverses conventions imputées en transfert pour un montant total de 2,78 M€ en AE et 2,29 M€ en CP. Elles se répartissent principalement ainsi :

-0,05 M€ en AE et 0,03 M€ en CP pour l'appui de l'ENSV aux actions de la DGAL ;

-0,3 M € en AE et 0,2 M€ en CP à l'ENVT au titre de la convention relative à la chaire partenariale de biosécurité et santé aviaires ;

-1,03 M€ en AE et 0,83 M€ en CP à l'ONIRIS pour ses activités de laboratoire national de référence pour les substances anabolisantes et produits assimilés utilisés ou interdits en élevage, les contaminants de l'environnement, ainsi que les stratégies analytiques pour la mesure des contaminants émergents ;

-0,57 M€ en AE et 0,25 M€ en CP à l'ENVT dans le cadre de l'expérimentation pour la vaccination contre l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène ;

0,55 M€ en AE et 0,35 M€ en CP à l'ENSV pour la mise en œuvre de stages de tutorat d'étudiants des Écoles nationales vétérinaires

- Pour le **programme 215**, concernant les différents établissements d'enseignement et de recherche, il s'agit essentiellement d'une participation du ministère aux frais de fonctionnement immobilier (essentiellement fluides) ou à l'organisation de formations.

## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Opérateurs

- Pour le **programme 143**, concernant les **Écoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire**, au-delà des actions mises en œuvre, dans le cadre du dispositif national d'appui à l'enseignement agricole technique (3 344 404 €), différents autres travaux ont été menés, notamment en lien avec la réforme de l'apprentissage et le plan « Enseigner à produire autrement 2 ».

## COMPTES FINANCIERS 2022

## Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel   | 74 693              | 66 661                  | Subventions de l'État  | 65 136              | 70 078                  |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>                           | 161                 | 73                      | – subventions pour charges de service public                                       | 65 136              | 70 078                  |
|   |                     |                         | – crédits d'intervention( transfert)   |                     |                         |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                             | 153 528             | 167 641                 | Fiscalité affectée   | 286                 | 330                     |
| Intervention (le cas échéant)   |                     | 272                     | Autres subventions   | 22 788              | 19 916                  |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 29 246              | 53 906                  | Revenus d'activité et autres produits  | 140 049             | 154 567                 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>         | 29 246              | 53 861                  | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>               | 13 504              | 11 297                  |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>                 |                     | 45                      | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     | 107                     |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 10 161              | 36 862                  |
| <b>Total des charges</b>  | <b>228 221</b>      | <b>234 575</b>          | <b>Total des produits</b>  | <b>228 258</b>      | <b>244 891</b>          |
| Résultat : bénéfice   | 37                  | 10 316                  | Résultat : perte   |                     |                         |
| Total : équilibre du CR   | 228 258             | 244 891                 | Total : équilibre du CR  | 228 258             | 244 891                 |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 5 618               | 15 956                  |
| Investissements                      | 65 457              | 46 074                  | Financement de l'actif par l'État                      | 20 693              | 21 413                  |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 9 525               | 13 701                  |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 165                 | -35                     |
| Remboursement des dettes financières | 2 359               | 2 507                   | Augmentation des dettes financières                    | 598                 | 799                     |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>67 816</b>       | <b>48 580</b>           | <b>Total des ressources</b>                            | <b>36 599</b>       | <b>51 834</b>           |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     | 3 253                   | Diminution du fonds de roulement                       | 31 217              |                         |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 168 610               | 82 397              | 157 017               |

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2022 |                | Compte financier 2022 * |                |
|--|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
|  | AE                  | CP             | AE                      | CP             |
| Personnel (yc enveloppe recherche)           | 75 138              | 75 138         | 68 270                  | 68 270         |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche)      | 131 507             | 125 585        | 125 106                 | 111 559        |
| Intervention                                 | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| Investissement (yc enveloppe recherche)      | 52 225              | 65 457         | 39 400                  | 35 750         |
| <b>Dont enveloppe recherche</b>              | <b>0</b>            | <b>0</b>       | <b>0</b>                | <b>0</b>       |
| - Personnel enveloppe recherche              | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| - Fonctionnement enveloppe recherche         | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| - Investissement enveloppe recherche         | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>258 869</b>      | <b>266 180</b> | <b>232 776</b>          | <b>215 578</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 161                 | 161            | 0                       | 0              |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>173 089</b>      | <b>175 589</b>          |
| Subvention pour charges de service public       | 44 577              | 49 641                  |
| Autres financements de l'État                   | 10 760              | 13 263                  |
| Fiscalité affectée                              | 286                 | 330                     |
| Autres financements publics                     | 9 694               | 12 495                  |
| Recettes propres                                | 107 772             | 99 860                  |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>54 984</b>       | <b>50 377</b>           |
| Financements de l'État fléchés                  | 27 115              | 33 130                  |
| Autres financements publics fléchés             | 20 685              | 12 410                  |
| Recettes propres fléchées                       | 7 185               | 4 837                   |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>228 073</b>      | <b>225 966</b>          |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>0</b>            | <b>10 388</b>           |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>38 107</b>       | <b>0</b>                |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination               | Personnel | Fonctionnement |         | Intervention |    | Investissement |        | Total   |         |
|---------------------------|-----------|----------------|---------|--------------|----|----------------|--------|---------|---------|
|                           | AE = CP   | AE             | CP      | AE           | CP | AE             | CP     | AE      | CP      |
| <i>Budget initial</i>     |           |                |         |              |    |                |        |         |         |
| <i>Compte financier *</i> |           |                |         |              |    |                |        |         |         |
| Total                     | 75 138    | 131 507        | 125 585 | 0            | 0  | 52 225         | 65 457 | 258 869 | 266 180 |
|                           | 68 270    | 125 106        | 111 559 | 0            | 0  | 39 400         | 35 750 | 232 776 | 215 578 |



## Enseignement supérieur et recherche agricoles

Programme n° 142 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel                      | Fonctionnement                   |                                  | Intervention         |                      | Investissement                 |                                | Total                            |                                  |
|---|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|   | AE = CP                        | AE                               | CP                               | AE                   | CP                   | AE                             | CP                             | AE                               | CP                               |
| <b>Total</b>  | <b>75 138</b><br><b>68 270</b> | <b>131 507</b><br><b>125 106</b> | <b>125 585</b><br><b>111 559</b> | <b>0</b><br><b>0</b> | <b>0</b><br><b>0</b> | <b>52 225</b><br><b>39 400</b> | <b>65 457</b><br><b>35 750</b> | <b>258 869</b><br><b>232 776</b> | <b>266 180</b><br><b>215 578</b> |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2022 | Compte financier<br>2022 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>38 107</b>          | <b>0</b>                   |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 2 404                  | 2 484                      |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 13 399                 | 16 100                     |
| Autres décaissements non budgétaires  | 2 772                  | 5 023                      |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>56 682</b>          | <b>23 607</b>              |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                      | 9 469                      |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                      | 0                          |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>56 682</b>          | <b>23 607</b>              |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial<br>2022 | Compte financier<br>2022 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>               | <b>10 388</b>              |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 712                    | 633                        |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 14 245                 | 15 225                     |
| Autres encaissements non budgétaires  | 1 060                  | -4 531                     |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>16 017</b>          | <b>21 715</b>              |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>40 664</b>          | <b>1 892</b>               |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 10 986                 | 1 859                      |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 29 678                 | 9 502                      |
| <b>Total des financements</b>   | <b>56 682</b>          | <b>23 607</b>              |

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2021<br>(1) | Prévision 2022<br>(2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>1 394</b>            | <b>1 516</b>          | <b>1 394</b>     |
| – sous plafond                                       | 1 051                   | 1 202                 | 1 051            |
| – hors plafond                                       | 343                     | 314                   | 343              |
| <i>dont contrats aidés</i>                           | 12                      | 14                    | 12               |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> | <b>2 745</b>            | <b>2 762</b>          | <b>2 745</b>     |

|  | Réalisation 2021<br>(1) | Prévision 2022<br>(2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| – rémunérés par l'État par ce programme              | 2 745                   | 2 762                 | 2 745            |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Les données relatives à la réalisation 2022 des emplois des écoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire ne sont pas encore stabilisées. A titre transitoire, les données de la réalisation 2021 sont maintenues pour la réalisation 2022.